



# Opposer UNE AUTRE LOGIQUE

La presse s'en est largement fait l'écho : la semaine dernière fut une semaine noire pour l'emploi en France. En réalité, les différentes annonces et leur ampleur constituent surtout le révélateur de la profondeur de la crise, à un niveau que, ni le gouvernement, ni les commentateurs n'avaient vraisemblablement anticipé. Les annonces de plans de licenciements, de chômage partiel se sont succédé à un rythme effréné, l'automobile demeurant, pour le moment, avec l'immobilier, le principal secteur sinistré. Les chiffres du chômage officiel sont venus noircir encore le tableau, avec le franchissement symbolique de la barre des 2 millions de demandeurs d'emplois, très largement sous estimée, on le sait. L'offensive est donc lancée : pour celles et ceux qui en doutaient, les choses sont claires, c'est aux salariés qu'on veut faire payer la crise.

Dans ce contexte, les discours sur la relance viennent à point nommé pour tenter de redonner une légitimité aux dirigeants affaiblis par la tourmente. Mais il ne s'agit, pour l'essentiel, que d'un habillage : la logique reste le renflouement du système financier. C'est ce à quoi s'emploient les autorités américaines, jour après jour. C'est donc une curieuse conception de la relance, dans le droit fil des plans de sauvetage qui l'ont précédée. Dans sa mise en œuvre, il n'est que marginalement question de relancer la consommation, l'essentiel étant de soutenir directement l'activité des entreprises par des mesures dont l'objectif avoué est l'efficacité immédiate. En cela, c'est une politique à courte vue, censée rassurer les boursiers, qui ne peut en rien résoudre la crise, puisqu'elle renforce encore, au détriment des salariés, le déséquilibre entre capital et travail qui est à l'origine de la crise.

L'augmentation temporaire des allocations chômage, l'accroissement des transferts sociaux, l'abaissement de la taxation sur les bas revenus, la diminution de la TVA : autant de déclarations de principes pour épater la galerie. Dans les faits, les États mènent des politiques différentes, conformes aux divergences d'intérêts qui les opposent et aux enjeux de politique intérieure qui leur sont propres. La France et l'Allemagne ont clairement indiqué qu'il n'y aurait pas de baisse de la TVA, puisque la consommation, comme chacun sait, « ne va pas si mal que ça », tandis que Gordon Brown, en Grande-Bretagne, annonce une baisse de 2,5 points pour encourager la demande. Au final, le seul aspect tangible des annonces de Bruxelles, c'est la possibilité de mettre entre parenthèses les contraintes du Pacte de stabilité pendant deux ans.

Les économistes autorisés expliquent à quel point il faut des mesures temporaires, qui n'engagent surtout pas une logique de long terme, notamment une politique de grands travaux, comme si la reprise de la croissance pouvait être l'effet d'un miracle. Mais les effets de posture idéologique rencontrent ici les limites des politiques des États eux-mêmes : quel État a aujourd'hui les moyens d'investir des richesses réelles dans l'économie réelle ? Il faudrait, pour cela, adopter une politique anticapitaliste, contrôler et taxer les mouvements de capitaux, nationaliser le système de crédit, interdire les licenciements...

Plus que jamais, à la crise du capitalisme et aux mesures prises par les bourgeois pour sauver le système, c'est une autre logique qu'il faut opposer et imposer, un plan de sauvetage des salariés, par les salariés, sous leur contrôle et qui réponde à leurs besoins.

*réunion publique  
de lancement  
du NPA sur Noisy,*

**MARDI 16  
DÉCEMBRE, 20H30,**

**MAIRIE ANNEXE  
DES RICHARDETS,  
avenue G. Péri**